

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 04/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KNAUF INDUSTRIES CENTRE**

rue des Livraindières  
ZI  
28100 Dreux

Références : 252/RAPVI/IC250439  
Code AIOT : 0010000252

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES CENTRE implanté rue des Livraindières ZI 28100 DREUX. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF INDUSTRIES CENTRE
- rue des Livraindières ZI 28100 DREUX
- Code AIOT : 0010000252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installée depuis 1998 sur la commune de Dreux, la société KNAUF INDUSTRIES CENTRE fabrique des pièces par injection plastique pour les secteurs industriel et agro-alimentaire (contenants et emballages, couverts en plastique, bacs à glaces...). L'établissement dispose de 29 machines de technologie hydraulique pour la fabrication et compte actuellement 56 salariés sur son site. Les activités de la société sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 12/05/1998. L'exploitant a transmis un porter-à-connaissance le 07/03/2011 informant de l'arrêt de l'activité de peinture et du réaménagement des ateliers. Le caractère non substantiel de ces modifications a été acté le 27/03/2014. Le site n'est donc plus soumis à la rubrique 2940-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Suite à l'entrée en vigueur du décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013 qui a modifié la nomenclature des ICPE et notamment la rubrique 2661, la société a par ailleurs sollicité le bénéfice des droits acquis pour son installation de transformation de polymères traitant jusqu'à 26,4 tonnes de matières par jour. Le récépissé d'antériorité a été délivré le 23 janvier 2015 : le site est désormais soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2661-1b.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Fluides frigos
- Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018, article I	Demande d'action corrective	2 mois
3	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 23/06/2025, article R. 543-78	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
9	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
10	Maintenance des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 1.6.5	Demande d'action corrective	2 mois
12	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 1.6.10	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
13	Tri 5 flux des déchets	Code de l'environnement du 23/06/2025, article D. 543-281	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
14	Attestation de valorisation des déchets	Code de l'environnement du 23/06/2025, article D. 543-284	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
16	Déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4, 6 et 7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
17	Stockages de polymères	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.11 - annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés	Règlement européen du 07/02/2024, article 12	Sans objet
4	Confinement – Fiche d'intervention	Code de l'environnement du 23/06/2025, article R. 543-82	Sans objet
5	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4	Sans objet
6	Confinement	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet
8	Détection de fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
11	Dimensionnement des RIA	Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 1.6.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection s'inscrit principalement dans le cadre d'une action nationale de

l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de fabrication, de conditionnement, d'emploi et de stockage de gaz à effet de serre fluorés. Ce contrôle consiste notamment en la vérification des nouvelles obligations réglementaires introduites par le règlement européen (UE) 2024/573 sur les gaz à effet de serre fluorés, dit "F-Gaz". Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 22/10/2018, article I							
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)							
<b>Prescription contrôlée :</b>  Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) ; 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) ; b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) ; 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) ; b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) ; 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) ; b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) ; 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) ;							
<b>Constats :</b>  <b>Constat du 23/06/2025 :</b> écart constaté, l'exploitant n'a pas mis à jour sa situation administrative au regard de la rubrique 1185 de la nomenclature des ICPE. L'exploitant présente à l'inspection des installations classées la liste des équipements contenant des fluides frigorigènes détenus au sein de son établissement :							
Liste des équipem	N° série d e s	Puissanc e en kW	Quantité totale en	Type de fluide	Teq CO <sub>2</sub>	D a t e d'entrée	Commen taires

équipements	d e s appareils	e en kW	totale en kg	fluide		d'entrée d a n s l'établissement	taires
CIAT Groupe f r o i d LXC2500 Z	01264318 /001	496	110	R407C	195,5	févr-08	Mise en veille 2024
CIAT Groupe f r o i d LD1400B V	0234316 4/0001	200	42	R410A	88,74	mai-15	
Sécheur MTADEI T	2200307 087	10	6,5	R404A	25,49	2008	Mise à l'arrêt air flux
Sécheur ATSDGO 2400	21TF0246 1	6	6,5	R407C	11,53	2021	
TRANER T A F 130HSE	ELCO053 65	500	88	R1234Ze	0,6	janv-20	
TRANER T A F 130HSE	ELCO053 66	500	88	R1234Ze	0,6	mars-20	

La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans le site est donc de 341 kg. Ces installations sont donc soumises au régime de la déclaration avec contrôle périodique (rubrique 1185-2a). Les modifications liées notamment aux caractéristiques des équipements de réfrigération n'ont pas été portées à la connaissance de l'autorité administrative.

D'une manière générale, il est attendu de l'exploitant de refaire un point sur sa situation administrative au regard des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 12/05/1998. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation doit être portée à la connaissance du Préfet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Etiquetage des équipements de fluides frigorigènes fluorés**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. Les produits et équipements suivants qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou dont le fonctionnement est tributaire de ces gaz, ne sont mis sur le marché puis fournis ou mis à la disposition de toute autre personne que s'ils sont étiquetés en tant que tels: a) les équipements de réfrigération ; b) les équipements de climatisation ; c) les pompes à chaleur ; [...]
<b>Constats :</b>  <b>Constat du 23/06/2025 : pas d'écart constaté.</b> L'inspection des installations classées a vérifié par sondage l'étiquetage du groupe-froid n°3 identifié par le n° série RTAF130HSELN-ELCO5365. L'étiquette comporte notamment le type de fluide, la quantité en kilogramme et le potentiel de réchauffement global (Global Warming Potential : GWP).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Attestations des opérateurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/06/2025, article R. 543-78
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français [...].  Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.
<b>Constats :</b>

<p><b>Constat du 23/06/2025 : écart constaté, absence de présentation des attestations de capacité.</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection des installations classées les attestations de capacité des opérateurs intervenant sur les circuits frigorifiques de ses équipements.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Confinement – Fiche d'intervention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/06/2025, article R. 543-82</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 23/06/2025 : pas d'écart constaté, l'exploitant dispose des fiches d'intervention.</b> L'inspection des installations classées a vérifié par sondage la fiche d'intervention n°3.65.37.24.73 relatif au contrôle périodique du groupe-froid (GF4). Cette fiche a été établie par l'opérateur Trane France sur la version Cerfa 15497*4 en vigueur et elle est signée conjointement par l'opérateur et par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Interdiction d'utilisation des HCFC**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.</p>



<p>Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :</p> <p>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 23/06/2025 : pas d'écart constaté.</b></p> <p>D'après l'inventaire présenté par l'exploitant, les fluides frigorigènes contenus dans les équipements présents sur le site concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des Hydro-Fluoro-Carbones (HFC) : R407C, R410A et R404A. L'exploitant précise qu'il envisage le remplacement du R407C par du R513A (mélange HFO/HFC) d'ici 2030 ;</li> <li>- des Hydro-Fluoro-Oléfines (HFO) : R1234ze.</li> </ul> <p>L'exploitant ne détient donc pas des équipements contenant des substances d'Hydro-Chloro-Fluoro-Carbureses (HCFC) qui figurent à l'annexe I du règlement (UE) 2024/590.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Confinement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des fuites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 23/06/2025 : pas d'écart constaté.</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté l'apposition d'une vignette rouge de défaut d'étanchéité sur le circuit 2 du groupe-froid CIAT. L'exploitant présente à l'inspection des installations classées un bon de commande n°4501842887 relatif aux travaux de réparation en date du 05/06/2025.</p> <p><b>Néanmoins, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir un justificatif de contrôle d'étanchéité de cet équipement une fois les réparations effectuées.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Marque de contrôle – absence de fuite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 23/06/2025 :</b> écart constaté, présence de plusieurs vignettes de contrôle d'étanchéité sur le même appareil.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage le contrôle d'étanchéité du groupe froid (GF3) identifié par le n°série RTAF130HSELN-ELCO5365. Sur cet équipement, il est constaté l'apposition de 3 vignettes de couleur bleu indiquant la date limite de validité du contrôle d'étanchéité (04/2021, 06/2024 et 07/2025). L'opérateur ne substitue donc pas la nouvelle vignette à la précédente.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Détection de fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Présence d'un système de détection de fuite
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2024/573 :Article 6 - Systèmes de détection des fuites :</p> <p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de</p>

<p>l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points e) et f), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, point f), soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat du 23/06/2025 : pas d'écart constaté.</u></b></p> <p>D'après l'inventaire présenté lors de l'inspection, l'exploitant n'est pas tenu d'installer un système de détection de fuite sur ses équipements fixes de réfrigération dans la mesure où ils ne contiennent pas de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou 100 kilogrammes ou plus. Par ailleurs, les gaz présents dans ces équipements ne sont pas non plus inscrits à la section 1 de l'annexe II.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Registre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des interventions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2024/573 :</p> <p>Article 7 - Tenue de registres :</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <p>a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation ;</p> <p>b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts ;</p> <p>c) la quantité de gaz récupérée ;</p> <p>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations ;</p>

<p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites ;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</p> <p>2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :</p> <p>a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans ;</p> <p>b) les entreprises exécutant les activités visées au paragraphe 1, point e), pour le compte des exploitants conservent des copies des registres visés au paragraphe 1 pendant au moins cinq ans. Les registres visés au paragraphe 1 sont mis à la disposition de l'autorité compétente de l'État membre concerné ou de la Commission, sur demande.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat du 23/06/2025 : écart constaté, absence de registre de traçabilité des interventions opérées sur les équipements de réfrigération.</u></b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le registre contenant les informations visées par le règlement européen susvisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 10 : Maintenance des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 1.6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs mobiles [...]. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié [...] .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i><u>Rappel du constat du 28/05/2019 (NC2) : 4 extincteurs ont plus de 10 ans et n'ont pas fait l'objet d'une requalification.</u></i></p> <p><b><u>Constat du 23/06/2025 : écart constaté, les équipements de prévention et de lutte contre l'incendie ne sont pas tous maintenus en bon état de fonctionnement.</u></b></p>

L'inspection des installations classées a consulté les documents suivants relatifs aux contrôles périodiques des moyens d'intervention et de l'installation électrique :

Documents consultés	Matériel concerné	Organisme de contrôle	Observations de l'organisme de contrôle	Commentaires de l'inspection
Attestation Q4 du 06/09/2024	extincteurs (nombre : 84)	Gloire sécurité incendie	Installation conforme, bon état de fonctionnement du parc	Conforme
Rapport du 10/04/2025	RIA	Tyco	3 observations : - RIA n°2 : buse non étanche - RIA n°4, 5 et 6 : dévidoirs tordus - RIA n°11 : encombrement de l'accès	Conforme L'exploitant a démontré par des justificatifs que des actions correctives ont été mises en œuvre.
Rapport n°096645432501R001 du 13/05/2025	Trappes de désenfumage	Dekra	2 observations : fonctionnement défectueux de 2 trappes (1 dans l'atelier agro n°1 et 1 autre dans le local de stockage)	<b>Non conforme</b> La trappe de désenfumage de l'atelier agro n°1 a été réparée. S'agissant de la seconde trappe, l'exploitant indique que la pièce à remplacer a été commandée.
Certificat de passage du 31/03/2025	Système d'extinction automatique incendie	Tyco	9 observations à lever au plus vite	<b>Non conforme</b> L'exploitant indique qu'une étude trentenaire du système de sprinklage est en cours. Les résultats de celle-ci permettront de définir les actions de

				actions de remise en conformité.
--	--	--	--	--

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Dimensionnement des RIA**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 1.6.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dimensionnement des RIA

**Prescription contrôlée :**

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés [...].

Il est en particulier pourvu :

- [...] ;

- de 13 robinets d'incendie armés (R.I.A) dont 6 dans la zone presses, 4 dans la zone de stockage produits finis et semi-finis et 3 dans la zone peinture et assemblage, installés conformément aux normes NFS 61.201 et NFS 62.201

**Constats :**

*Rappel du constat du 28/05/2019 (NC1) : Présence de 10 RIA au lieu de 13 RIA. Les RIA sont en nombre insuffisants. L'exploitant justifiera qu'ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.*

**Constat du 23/06/2025 : pas d'écart constaté.**

L'exploitant déclare que des actions correctives ont été mises en œuvre pour dimensionner et installer 4 robinets incendie armés (RIA) supplémentaires sur le site. A l'appui de ses propos, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le devis de la société Uxello (référence HZ/20/O/005-0575V2-Ind A) ainsi que le bon de commande de la prestation réalisée (référence 4501537215 du 02/11/2020). Le rapport de contrôle périodique du 10/04/2025 fait apparaître la présence de 14 RIA.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 12 : Installation électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/1998, article 1.6.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation électrique est entretenue en bon état ; elle est contrôlé annuellement par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations Classées.
<b>Constats :</b>  <i>Rappel du constat du 28/05/2019 (D2) : Procéder à la correction des non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques d'avril 2019.</i>  <b>Constat du 23/06/2025 : écart constaté, l'installation électrique présente un risque d'incendie.</b> D'après le dernier rapport de contrôle par thermographie infrarouge du 12/03/2025 (référence n°071488722201-R001), la société Dekra a relevé 5 observations de degré de priorité 2. L'organisme de contrôle conclut qu'un départ de feu ou un incendie est possible. L'exploitant indique qu'il reste 1 non-conformité à régler sur le disjoncteur du local TGBT. Il est prévu l'intervention de la société Eiffage lors de la coupure électrique de l'usine qui aura lieu le 19/07/2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Tri 5 flux des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/06/2025, article D. 543-281
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri 5 flux des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets [...].
<b>Constats :</b>

<p><i>Rappel des constats du 28/05/2019 (NC3) : Le tri 5 flux n'est pas respecté, les déchets plastiques sont stockés en mélange avec les DIB.</i></p> <p><i>(D4) : Veiller à identifier correctement la poubelle servant à récupérer les billes plastiques tombées au sol et à ce qu'aucun autre type de déchet n'y soit récupéré.</i></p> <p><b>Constat du 23/06/2025 : écart constaté, non-respect du tri 5 flux.</b> Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que le site dispose d'une poubelle dédiée exclusivement à la collecte des billes plastiques qui est identifiée par un étiquetage. Cependant, des déchets de nature diverse (bois, carton, plastique...) sont présents à l'intérieur de celle-ci.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 14 : Attestation de valorisation des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/06/2025, article D. 543-284</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation de valorisation des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Rappel du constat du 28/05/2019 (NC4) : L'exploitant ne dispose pas de l'attestation délivrée par une installation de valorisation mentionnant les quantités, la nature, la destination finale et le type de valorisation des déchets confiés lors de l'année précédente.</i></p> <p><b>Constat du 23/06/2025 : point non contrôlé lors de la visite d'inspection.</b> Faute de temps, l'inspection des installations classées n'a pas vérifié le respect de cette prescription. En conséquence, la non-conformité relevée lors de l'inspection du 28/05/2019 est maintenue en l'état.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>



Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Rappel du constat du 28/05/2019 (R1) : Les palettes de bois usagées sont des déchets. Leur élimination doit être tracée dans le registre des déchets.</i></p> <p><i>(R2) : Le BSD correspondant à l'élimination de DIB ne garantit pas la traçabilité du déchet jusqu'à son élimination finale.</i></p> <p><b>Constat du 23/06/2025 : écart constaté, le registre des déchets sortants est incomplet.</b> Au jour de la visite, l'exploitant reconnaît que les opérations d'évacuation des palettes de bois usagées ne sont pas inscrites sur le registre des déchets sortants.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage le bordereau de suivi des déchets "BSD-20250422-ZHYMBBA2W" portant sur les eaux lessiviellles (code déchet 16 10 01*) pour une quantité de 8,74 tonnes. L'ensemble des informations est correctement renseigné et signé par les différentes parties (producteur du déchet, transporteur et installation de traitement final).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4, 6 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 4 :</u></p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non,</li> </ul>

canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident [...].

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an [...].

Article 6 :

La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement.

Article 7 :

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1 [...].

**Constats :**

**Constat du 23/06/2025 : écart constaté, absence de déclaration GEREP depuis 2022.**

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant ne déclare plus depuis 2022 ses données d'émissions polluantes et des déchets sur l'outil informatique GEREP.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 17 : Stockages de polymères**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 2.11 - annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockages de polymères

**Prescription contrôlée :**

[...] En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires (îlots). Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Les polymères à l'état de substances ou préparations inflammables doivent être stockés sur une aire spécifique, à une distance d'au moins 5 mètres des autres produits stockés.

De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 mètres [...].

**Constats :****Constat du 23/06/2025 : écart constaté, non-respect des conditions de stockage.**

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate la présence de sacs de billes de polystyrène conditionnés en masse formant un seul îlot de stockage. Ce stockage empiète en partie sur la voie engins et en cas d'évacuation du bâtiment, il empêche les salariés d'accéder en toute sécurité au point de rassemblement.

L'inspection des installations classées estime par ailleurs que ce stockage est distant d'une douzaine de mètres par rapport à la façade du bâtiment. Il est fortement recommandé à l'exploitant de procéder à une modélisation Flumilog afin de s'assurer qu'en cas d'incendie du bâtiment, les flux thermiques supérieurs à 5 kW/m<sup>2</sup> ne sont pas susceptibles d'atteindre la voie engins et le stockage de polymères.

De plus, il est constaté qu'une autre partie du stockage est accolée à la zone des containers dédiés à l'entreposage de granulés de polystyrène en big-bag. Cette situation est susceptible d'entraîner un risque de propagation en cas d'incendie.

Les conditions de stockage de ces produits ne respectent donc pas la prescription susvisée notamment en termes d'îlots et de distance entre îlots.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 2 mois